

La santé, le social et le médico-social en GREVE pour la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

Nous sommes les premières lignes

depuis le début de la crise sanitaire liées au covid 19

Nous sommes 2 millions de salariées dans la santé, le social et le médico-social. Nous sommes aides-soignantes, animatrices, auxiliaires de vie sociale, assistantes maternelles, éducatrices spécialisées, assistantes sociales, infirmières, agentes de service hospitalier, administratives, ouvrières, sage-femmes, aides à domicile, agentes d'entretien, ...

Nous sommes les « premières de corvées » indispensables pour assurer les tâches essentielles et vitales.

Nous sommes majoritaires dans les emplois du soin, de l'éducation, du nettoyage, du commerce, de l'aide à domicile. Tous ces secteurs essentiels et vitaux sont sous-payés, peu ou pas reconnus...

Et en même temps, nous devons continuer à assurer à la maison les tâches domestiques, l'école quand les classes sont fermées, l'éducation des enfants, les soins aux ainé-es.

L'arrêt de toutes ces tâches comme celui de l'arrêt de nos services paralyserait tout le pays !

Ces tâches ne sautent aux yeux que lorsqu'elles ne sont plus prises en charge. Or, si on s'arrête, tout s'arrête ! Qui, alors, s'occuperait des patient-es, des personnes dépendantes, des usager-ères, des nourrissons, du nettoyage, des repas, de la lessive, des enfants ?

Nous sommes les premières précarisées

et les premières à perdre des droits en temps de crise

L'appauvrissement touche en premier les femmes et notamment les étudiantes, les femmes migrantes, les mères célibataires, les retraitées. Nous ne voulons pas payer les conséquences de cette crise !

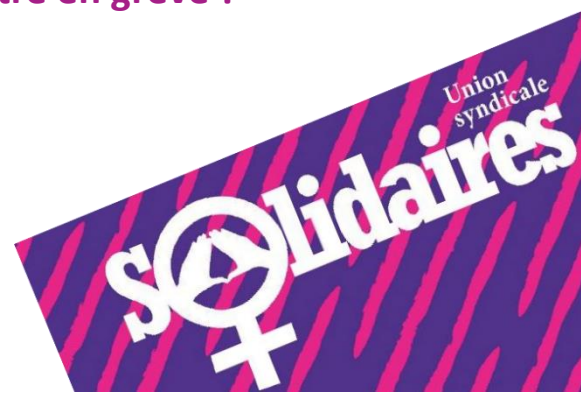
De plus, les confinements et les restrictions de liberté nous maintiennent, forcées, dans le huis-clos familial parfois violent. Le nombre de plaintes pour violences familiales et conjugales a nettement augmenté.

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » Simone de Beauvoir.

On a moult raisons de se mettre en grève alors le 8 Mars, SUD Santé Sociaux appelle les secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux à se mettre en grève !



- ☎ 01 40 33 85 00
- 🌐 sudsantesociaux.org
- ✉ contact@sudsantesociaux.org
- 🐦 @SudSanteSociaux
- 📘 @FedeSudSanteSociaux
- 📺 SudSanteSociaux



Nous sommes les “premières lignes” depuis le début de la crise sanitaire avec des conditions de travail largement dégradées.

Nos organisations de travail explosent sans cesse au gré des vagues successives. Les heures supplémentaires s’accumulent, les congés sautent, les absences s’enchaînent sans être remplacées, les sous-effectifs sont constants. Les contaminations et les clusters se multiplient. Le matériel de protection, inexistant au départ, reste en dessous des besoins, est même périmé parfois.

Pour celles contaminées, la reconnaissance en accident de travail ou maladie pro est un vrai parcours de la combattante.

Des éléments de rémunérations (primes liées aux arrêts, jours de carence) sautent ou pas, au gré de décisions ministérielles souvent contradictoires.

Nous travaillons la peur au ventre, beaucoup jettent l’éponge et démissionnent.

Les structures sociales et médico-sociales attirent de moins en moins de personnes.

Pendant ce temps-là, sans aucun état d’âme, le gouvernement, les tutelles et les directions continuent leur politique d’économie et de rentabilité de nos secteurs.

Les restructurations, les fermetures de services ou d’établissements, les suppressions de lits, de places et de postes se poursuivent, aggravant toujours plus nos conditions de vie, nos conditions de travail et les conditions d’accueil des usager-ères.

La prise en charge des malades covid ou autres pathologies, la prévention, la vaccination de masse exigent des moyens humains et techniques supplémentaires indispensables alors que les politiques gouvernementales continuent en silence de diminuer le nombre de lits et d’agentEs : il faut ouvrir les écoles professionnelles pour préparer le secteur sanitaire et social à la pandémie actuelle et aux catastrophes environnementales à venir.

Nos métiers du sanitaire, social et médico-social restent sous-valorisés et de plus en plus précaires.

Nos métiers sont catégorisés par la notion de « care ». Ils font partie du « prendre soin », du souci pour l’autre et des activités liées à la prise en charge du soin et de l’entretien de la vie. Ils sont occupés à 80% par les femmes dans nos secteurs. Ils font soi-disant appel aux compétences « naturelles » des femmes : soigner, nourrir, nettoyer, accompagner. **Ils sont donc peu valorisés en termes de salaire (moins 20% de manière générale par rapport à celui des hommes).**

Les temps partiels et les carrières suspendues sont nombreux, soit

imposés par l’employeur, soit liés à l’insuffisance du partage des tâches domestiques. Les promotions professionnelles sont largement insuffisantes. Les pensions de retraite qui en découlent ne permettent pas de vivre décemment.

Nos emplois sont de plus en plus précaires avec une augmentation des CDD dans le privé et de moins en moins de titularisation dans le public. Les horaires sont atypiques, les mouvements répétitifs et source de maladie professionnelle.

La pénibilité y est aussi de moins en moins reconnue tout comme les risques psycho-sociaux que nos métiers entraînent (fatigue compassionnelle, burn-out, etc.). Et elle disparaît dans le projet de réforme des retraites.

La revalorisation salariale de 183 euros ne bénéficie pour le moment qu’à une partie des salarié-es. Nombreuses sont celles qui n’en bénéficient pas comme les salarié-es des SSIAD par exemple ou du social. Sans oublier qu’elle ne compense que partiellement le blocage subi depuis de longues années, en effet il faudrait une augmentation de **400€ net/mois** pour rattraper celui-ci !



L'appel unitaire : Grève féministe du 8 mars 2021 : poursuivons la lutte !

Le 8 mars, nous serons en grève avec les femmes du monde entier pour refuser tou.te.s ensemble de payer le prix de la crise pandémique avec notre travail, notre salaire, notre corps. En France, comme en Pologne, au Chili comme en Italie et en Espagne, en Argentine comme au Nigeria, nous serons toutes et tous dans la rue pour dénoncer et arrêter une société patriarcale et raciste qui nous exploite, nous soumet et nous tue.

Les confinements ont mis en lumière que les femmes sont indispensables au fonctionnement de la société et invisibilisées en permanence : les femmes, et toujours plus les femmes migrantes, sont majoritaires dans les emplois du soin, de la santé, de l'éducation, du nettoyage, du commerce, elles sont sous-payées, peu ou pas reconnues...malgré les belles promesses, aucune négociation de fond n'a été initiée en ce sens !

Nous serons dans la rue pour réclamer la revalorisation des métiers à prédominance féminine et de réelles hausses de salaires !

Les femmes subissent particulièrement la précarité, les temps partiels, les petits boulots précaires, l'écart de rémunération persiste à 25 % entre les femmes et les hommes... C'est comme si chaque jour à partir de 15h40, les femmes travaillaient gratuitement.

Nous ne voulons pas payer les conséquences de cette crise ! L'appauvrissement touche en premier les femmes, les jeunes...

Nous serons dans la rue pour nous élever contre notre exploitation, pour l'égalité salariale femmes hommes et revendiquer un réel partage des tâches domestiques !

Nous serons dans la rue pour réclamer des logements décents et accessibles à toutes et tous, des services publics accessibles à toutes sur l'ensemble du territoire.

De par le monde, nous nous sommes affranchies du silence pesant sur les violences sexistes et sexuelles. Aujourd'hui, des milliers de femmes et d'hommes dénoncent les violences sexuelles incestueuses !

Parce que dans notre vie, nous sommes une sur trois à subir du harcèlement sexuel au travail, 100 % à subir du harcèlement de rue, des milliers à subir des viols ou des agressions sexuelles, à risquer la mort par violences conjugales.

Nous serons dans la rue pour réclamer un milliard pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, **pour obtenir une ratification ambitieuse de la convention de l'Organisation Internationale du Travail contre les violences et le harcèlement dans le monde du travail.**

Les inégalités sociales et les violences font partie d'un même système que nous dénonçons.

Nous serons dans la rue pour dénoncer les discriminations, de genre, de classe, de race, et lesbo,-bi-transphobes cumulées par certaines.

Nous serons dans la rue pour lutter contre la violence sexuelle, raciste et institutionnelle faite aux femmes migrantes, contre leur exploitation, pour réclamer la liberté de mouvement à travers les frontières et un permis de séjour illimité et sans conditions!

Nous serons dans la rue pour que l'accès à l'avortement soit possible partout et même pendant le confinement, pour que le délai légal soit étendu au-delà de 12 semaines.

Nous serons en grève ce 8 mars, comme les femmes de par le monde, nous serons dans la rue à manifester et revendiquer, car sans les femmes, le monde s'arrête !

Pourquoi faire grève le 8 Mars ?

Et bien parce que :

Nos métiers sont à prédominance féminine et sont moins bien reconnus, tant au niveau de la pénibilité qu'au niveau financier, que les métiers de niveau égal à prédominance masculine !

Aide-soignante, nous bousiller le dos pour 1200€/mois ce n'est pas acceptable,

Les **horaires atypiques** réduisent de 5 ans notre **espérance de vie**,

Soignantes nous avons plus de risques de **développer un cancer du sein** quand nous faisons une longue carrière en nuit,

Animatrice périscolaire, nous vivons, pour la plupart, dans **une précarité extrême** avec des contrats de 19h en CDI et sommes rémunérées 510€ net par mois,

Auxiliaire de vie, nous ne sommes **ni domestiques, ni bénévoles, ni bonnes à tout faire !**

Assistante sociale, nous sommes confrontées à la **fatigue compassionnelle** et que celle-ci augmente d'année en année avec les politiques d'austérités qui diminuent les structures d'accueils,

Sage-femme, nous serons payées en fin de carrière **17 % de moins qu'un ingénieur hospitalier**, pour un recrutement également à bac+5,

**Parce qu'on nous demande toujours plus avec toujours moins,
Parce que nous sommes en 1^{ère} ligne depuis le début de la crise sanitaire !**

Revendiquons ensemble

- La revalorisation des salaires des métiers du care et à « prédominance féminine » **+400€/mois maintenant !**
- La **reconnaissance des qualifications, des responsabilités et de la pénibilité** de ceux-ci (horaires, amplitude, rythmes de travail), l'arrêt des « formations » en 10 jours !
- L'égalité salariale : **à travail égal/salaire égal,**
- La réduction du temps de travail. **32h/semaine en jour, 30h/semaine en nuit !**
- L'égal accès à la promotion professionnelle et à tous les métiers,
- **Le respect des lois et des dispositifs relatifs à l'égalité professionnelle et salariale** et des sanctions contre des employeurs qui ne respectent pas leurs obligations.
- La **suppression des inégalités persistantes** qui s'aggravent entre les femmes et les hommes.
- De **véritables mesures contre les ambiances sexistes et le harcèlement sexuel au travail,**
- Un droit à un **congé parental strictement partagé** entre parents et rémunéré,
- Le **maintien d'un système de retraite par répartition**, seul garant d'une solidarité collective juste. Le maintien de compensations au moment de la retraite suite à des inégalités de carrières,
- **L'arrêt des politiques d'austérité** qui entraînent la fermeture des hôpitaux et maternité de proximité mettant en danger la vie des femmes que ce soit pour avorter, accoucher ou se soigner
- **Des moyens pour pouvoir accueillir dignement** les femmes qui portent plainte, les écouter et mettre en œuvre des moyens de protection, l'application de l'ordonnance de protection, l'augmentation des moyens pour les associations qui accueillent les femmes victimes de violences,
- Un **service public de la petite enfance à la hauteur des besoins.**
- Une éducation non sexiste dès le plus jeune âge.